296 (2024-2025) — N° 1*bis*

PARLEMENT WALLON

SESSION 2025-2026

4 SEPTEMBRE 2025

PROJET DE DÉCRET

portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2025 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le maximum à facturer, l'allocation forfaitaire pour malades chroniques et le statut de personne atteinte d'une affection chronique *

ADDENDUM

3e session de la XIIe législature
* Voir Doc. **296** (2024-2025) – No 1

site web : www.parlement-wallonie.be
courriel : courriel@parlement-wallonie.be

ORGANE DE CONCERTATION INTRA-FRANCOPHONE RELATIF AUX ACCORDS DITS DE LA « SAINTE-EMILIE »

instauré par l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, Chapitre IV, Section 2.

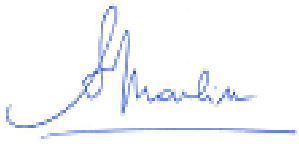
Monsieur le Ministre-Président du Comité Ministériel,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité Ministériel,

Concerne : Décision relative à la volonté de l'Organe de concertation intra-francophone d'émettre une recommandation ou un avis tels que visés aux articles 13 alinéa 2 ou 15 alinéa 2 de l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014

L'Organe de concertation intra-francophone a décidé de ne pas rendre d'avis et/ou de recommandations concernant le texte ci-dessous introduit le 28 août 2025 par le Gouvernement de la Communauté française selon la procédure en urgente visée à l'article 13 de l'Accord de coopération-cadre. En conséquence, le texte suivant ne nécessite pas d'avis de la part de l'Organe :

AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPERATION DU XXX ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE CONCERNANT LE MAXIMUM À FACTURER, L'ALLOCATION FORFAITAIRE POUR MALADES CHRONIQUES ET LE STATUT DE PERSONNE ATTEINTE D'UNE AFFECTION CHRONIQUE

Fait à Bruxelles, le 02 septembre 2025



P.O.

Julie THIEBAUT

Présidente a.i *

* En vertu de l'article 32 du ROI, à titre transitoire, l'administration assure la présidence du Comité jusqu'à la désignation du Président et des vice-Présidents conformément à l'article 3 du ROI.

COMITE MINISTERIEL DE CONCERTATION INTRA-FRANCOPHONE DIT DE LA « SAINTE-EMILIE »

instauré par l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, Chapitre IV, Section 1.

Mesdames les Conseillères,
Messieurs les Conseillers,
Mesdames,
Messieurs,

Concerne : Accusé de réception relatif à la concertation du Comité Ministériel prévue aux articles 13 alinéa 2 ou 15 alinéa 2 de l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014.

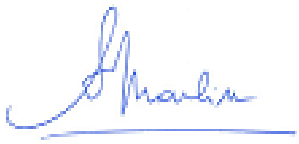
Le Comité ministériel s'est concerté et a décidé de ne pas rendre d'avis et/ou de recommandations concernant :

AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPERATION DU XXX ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE CONCERNANT LE MAXIMUM À FACTURER, L'ALLOCATION FORFAITAIRE POUR MALADES CHRONIQUES ET LE STATUT DE PERSONNE ATTEINTE D'UNE AFFECTION CHRONIQUE

soumis le 28 août 2025 par le Gouvernement de la Communauté française à l'organe de concertation intra-francophone prévu par l'Accord de coopération-cadre.

Fait à Bruxelles, le 02 septembre 2025

p.o.



Julie THIEBAUT

Secrétaire du Comité technique